



Message 2020-DEE-2

23 août 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale//Fribourg (LHES-SO//FR) – Fonds Ra&D

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2014 sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale//Fribourg (LHES-SO//FR).

Le présent message est rédigé selon le plan suivant:

1. Contexte	1
1.1. Postulat 2016-GC-77	1
1.2. Engagements financiers pour la HES-SO//FR	2
1.3. Financement de la Ra&D	2
2. Modifications légales	3
2.1. Généralités	3
2.2. Commentaire détaillé par article	3
2.3. Les règlements	3
3. Résultat de la consultation restreinte	3
4. Conséquences financières et en personnel	3
4.1. Conséquences financières	3
4.2. Conséquences en personnel	3
5. Répartition des tâches Etat-communes	4
6. Effets sur le développement durable	4
7. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet	4
8. Référendums législatif et financier	4

1. Contexte

1.1. Postulat 2016-GC-77

La loi sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale//Fribourg (LHES-SO//FR; [RSF 432.12.1](#)) actuellement en vigueur a été adoptée le 15 mai 2014. Il s'agit d'une loi moderne et relativement récente, qui a fait ses preuves.

Suite dépôt du [Postulat 2016-GC-77](#) Berset Solange/Mesot Roland «Création d'un fonds de recherche appliquée et de développement destiné à nos hautes écoles spécialisées HES», en date du 12 novembre 2019, le Conseil d'Etat a soumis son [Rapport sur postulat 2017-DEE-39](#) au Grand Conseil. Dans le cadre dudit rapport, le Conseil d'Etat conclut qu'il souhaite privilégier l'utilisation des instruments existants et propose

«d'aménager la loi LHES-SO//FR ainsi que les règlements financiers et de gestion des fonds Ra&D de la HES-SO//FR afin de permettre à la HES-SO//FR d'alimenter ses fonds Ra&D» (rapport, chiff. 4 p. 9).

Ainsi, le présent projet de loi modificatrice concrétise cette proposition et offre des mesures permettant le financement des Fonds de recherche et de développement de la HES-SO//FR (ci-après – «Fonds Ra&D») par l'Etat de Fribourg. A terme, ce projet permettra l'utilisation des Fonds Ra&D comme effet de levier pour attirer des fonds exogènes et d'augmenter ainsi la part des fonds considérés comme des fonds de tiers par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), et par là améliorer la capacité de la HES-SO à obtenir des subventions fédérales.

1.2. Engagements financiers pour la HES-SO//FR

Au cours des dernières années, une grande partie des coûts induits par la croissance des effectifs étudiants à la HES-SO//FR a été reportée sur le canton de Fribourg. L'effort de l'État de Fribourg, via la couverture de l'excédent de charges, a sensiblement augmenté. Pour faire face à l'augmentation considérable du nombre d'étudiants, la part du personnel dédié à l'enseignement a été renforcée.

En outre, il convient de relever que l'État de Fribourg a consenti ces dernières années d'importants investissements en infrastructures en faveur de la HES-SO//FR, compte tenu notamment de la construction du bâtiment Mozaïk pour la Haute école de santé Fribourg (HEdS-FR) et la Haute école de travail social Fribourg (HETS-FR) (Message n° 243 du 3 mai 2011) et de la rénovation des infrastructures de la Haute école d'ingénierie et d'architecture (HEIA-FR). Le canton a également accordé un crédit de 25 millions de francs pour la construction du bâtiment expérimental Smart living Building destiné à la recherche de la HES-SO//FR, de l'Université et de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL; [Message 2014-DEE-22](#)).

1.3. Financement de la Ra&D

1.3.1. Base légale actuelle

- a) *Financement direct*: le droit actuellement en vigueur, par le biais de l'article 53 al. 3 let. b de la Convention intercantonale HES-SO ([RSF 432.11.1](#)), autorise déjà les cantons ou régions à «*financer directement les hautes écoles pour les activités de recherche et autres missions relevant de la stratégie cantonale*». Cette option permet donc à chaque canton d'investir ou non de manière *directe* dans le domaine de la recherche par le biais de ses hautes écoles. Elle n'a toutefois pas été reprise «telle quelle» dans la loi cantonale fribourgeoise.
- b) *Financement indirect*: en plus de sa contribution au Fonds de recherche et d'impulsion (FRI)¹, intégrée dans le total de la contribution cantonale à la HES-SO, le canton de Fribourg finance la Ra&D effectuée au sein de la HES-SO//FR de manière *indirecte* par la couverture de l'excédent des charges, en vertu de l'article 61 al. 2 LHES-SO//FR et conformément à l'article 53, al. 3, let. a de la Convention intercantonale.

1.3.2. Système proposé

- a) *Utilisation des instruments existants*: afin de soutenir la mission de Ra&D des quatre Hautes écoles de la HES-SO//FR, le Conseil d'Etat souhaite privilégier l'utilisation des instruments existants dans le droit cantonal fribourgeois et ainsi permettre le financement des Fonds Ra&D de la HES-SO//FR par l'État de Fribourg. Une telle solution remplace la création d'un fonds avoisinant les 50 millions de francs proposée par le postulat 2016-GC-77. Ainsi, les instruments de financement mis au bénéfice de la HES-SO//FR seront mieux exploités et l'alimentation des fonds existants en sera facilitée.

Avec cette solution, l'alimentation des fonds Ra&D des hautes écoles spécialisées et de la direction générale par l'Etat pour financer des projets Ra&D de portée cantonale pourra être décidée par le Conseil d'Etat, dans le cadre de la clôture des comptes de l'Etat de Fribourg. Ainsi, en cas d'exercice excédentaire, il pourra attribuer une partie de cet excédent aux fonds existants. L'utilisation de ces moyens sera destinée au financement de projets ayant des retombées industrielles, économiques, socio-sanitaires ou culturelles directes pour le canton.

- b) *Formalisation d'une pratique*: la modification légale essentielle proposée est une formalisation d'une «pratique» qui a déjà été utilisée à la clôture des comptes. Cette «pratique», déjà appliquée à la HES-SO//FR et à l'Université de Fribourg aux comptes 2019, a ainsi permis d'attribuer à chaque institution un montant de 8 millions de francs pour leur fonds respectif, soit un total de 16 millions de francs. Au 31 décembre 2021, le solde des fonds Ra&D de la HES-SO//FR était de 9 513 132 francs.

Ainsi, cette manière de procéder permettra de pérenniser à long terme le soutien à la Ra&D des quatre hautes écoles spécialisées fribourgeoises de la HES-SO//FR, au bénéfice du canton et de l'économie fribourgeoise. De surcroît, cela contribuera à accroître la visibilité de la HES-SO//FR tout en incitant, notamment (*mais pas que*), le développement de projets pluridisciplinaires impliquant plusieurs des quatre établissements fribourgeois.

1.3.3. Equivalence des systèmes au niveau fribourgeois

L'adaptation proposée en termes d'alimentation rejoint les mécanismes généraux d'alimentation des fonds de recherches des autres hautes écoles.

¹ Le règlement du FRI est consultable sur le site de la HES: www.hes-so.ch -> La HES-SO -> A propos -> Conventions et règlements -> Recherche appliquées et développement (Ra&D)

2. Modifications légales

2.1. Généralités

Une extension de l'article 56 LHES-SO//FR avec un renvoi à cette disposition permettra à l'Etat d'alimenter des fonds existants pour le financement de projets de recherche de portée cantonale.

L'approbation de cette extension induira la modification des règlements suivants:

- > Règlement du 1^{er} mai 2016 sur la gestion financière et les normes comptables de la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale//Fribourg (ci-après: Règlement sur la gestion financière), en particulier les articles 9 et 12;
- > Règlement interne du 1^{er} juillet 2016 des fonds de recherche appliquée et de développement des écoles de la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale//Fribourg (ci-après: Règlement interne des fonds)¹, en particulier les articles 1, 2, 3 et 4.

A la suite des travaux parlementaires, ces modifications devront être soumises à l'approbation respectivement du Conseil d'Etat (art. 59 al. 4 LHES-SO//FR) et de la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle DEEF (art. 57 al. 3 LHES-SO//FR).

2.2. Commentaire détaillé par article

L'article 56 alinéa 1 LHES-SO//FR est modifié afin d'offrir aussi à la direction générale de la HES-SO//FR la compétence de disposer d'un fonds Ra&D pour permettre le financement de projet HES-SO//FR interdisciplinaire impliquant plusieurs de ses écoles.

L'alinéa 2 modifié permettra d'alimenter les fonds Ra&D par une partie des excédents de recettes éventuelles découlant de l'activité des écoles menée sur l'ensemble de leurs missions.

Le nouvel alinéa 2^a permettra d'alimenter les fonds Ra&D par une partie de l'excédent de financement constaté dans les comptes de l'Etat de Fribourg.

L'alinéa 3 modifié permettra de couvrir les frais liés à des nouveaux projets stratégiques dans le domaine de l'ingénierie de la formation et de la Ra&D, en conformité avec la stratégie cantonale et la Convention HES-SO.

L'article 57 alinéa 1^a (nouveau) définit le comité de gestion du Fonds Ra&D de la direction générale HES-SO//FR.

2.3. Les règlements

La commission parlementaire saisie du projet a été informée des projets d'adaptation du Règlement sur la gestion financière ainsi que du Règlement interne des fonds.

3. Résultat de la consultation restreinte

Une consultation restreinte interne à l'administration a été conduite du 15 décembre 2021 au 31 janvier 2022. Elle a concerné les Directions et Services suivants: Direction des finances (DFIN) et Administration des finances (AFIN), anc. Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS; nouvellement: Direction de la formation et des affaires culturelles; DFAC) et le Service des affaires universitaires (SAFU), le Service de la législation (SLeg) ainsi que la Direction générale de la HES-SO//FR; cette dernière a consulté à la suite son Conseil représentatif.

Les remarques ont principalement porté sur des questions de financement et de contrôle, sous l'angle de la conformité à la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE; RSF 610.1) et de l'égalité de traitement entre hautes écoles.

4. Conséquences financières et en personnel

4.1. Conséquences financières

Dès lors qu'ils ne sont alimentés que par des excédents à la clôture des comptes de fonctionnement de l'Etat ou par d'éventuelles recettes découlant de l'activité des écoles menée sur l'ensemble de leurs missions, le présent projet n'entraîne pas d'incidence directe sur le budget annuel de l'Etat, tel qu'approuvé par le Grand Conseil.

En contribuant à l'alimentation des fonds de la HES-SO//FR et de ses quatre hautes écoles, l'Etat permet à ces dernières une utilisation desdits fonds en vue de réaliser des projets Ra&D dont le financement peut être complété par des fonds de tiers. Ces derniers étant reconnus comme fonds de tiers par le SEFRI, ils contribuent ainsi à améliorer la capacité de la HES-SO à obtenir des subventions fédérales pour la recherche et l'innovation. De cette manière, la participation de l'Etat de Fribourg peut être considéré comme un investissement à long terme, créant ainsi un cercle vertueux.

4.2. Conséquences en personnel

A terme, le projet permet d'augmenter la part temporelle du corps professoral annoncé comme actif en Ra&D, et donc de se rapprocher des objectifs prévus à l'article 55 LHES-SO//FR.

¹ Ces règlements sont consultables sur le site de la HES-SO//FR: www.hefr.ch -> organisation -> cadre légal

5. Répartition des tâches Etat-communes

Le projet de loi n'a pas d'incidence sur la répartition des tâches Etat-communes.

6. Effets sur le développement durable

Le projet de loi n'a pas d'incidence directe sur le développement durable. Il n'a donc pas été évalué à l'aide de la Boussole 21.

7. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet

Le présent projet est conforme à la Constitution fédérale et cantonale, ainsi qu'au droit fédéral et ne présente aucune incompatibilité avec le droit européen.

8. Référendums législatif et financier

Le présent projet est soumis au référendum législatif. Il n'est pas soumis au référendum financier.



Botschaft 2020-DEE-2

23. August 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (HES-SO//FRG) – aF&E-Fonds

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 15. Mai 2014 über die Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (HES-SO//FRG).

Die Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

1. Hintergrund	5
1.1. Postulat 2016-GC-77	5
1.2. Finanzieller Aufwand zugunsten der HES-SO//FR	6
1.3. Finanzierung der aF&E	6
2. Änderungen an der Gesetzgebung	7
2.1. Allgemeines	7
2.2. Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln	7
2.3. Reglemente	7
3. Ergebnisse des eingeschränkten Vernehmlassungsverfahrens	7
4. Personelle und finanzielle Auswirkungen	7
4.1. Finanzielle Auswirkungen	7
4.2. Personelle Auswirkungen	7
5. Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden	8
6. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung	8
7. Vereinbarkeit mit der Verfassung, dem Bundesrecht und dem Europarecht	8
8. Gesetzes- und Finanzreferendum	8

1. Hintergrund

1.1. Postulat 2016-GC-77

Das aktuelle Gesetz über die Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (HES-SO//FRG; [SGF 432.12.1](#)) ist seit dem 15. Mai 2014 in Kraft. Es handelt sich um ein modernes und relativ neues Gesetz, das seinen Nutzen erwiesen hat.

Infolge des [Postulats 2016-GC-77](#) Berset Solange, Mesot Roland «Schaffung eines Fonds für anwendungsorientierte Forschung und Entwicklung für unsere Fachhochschulen (FH)» hat der Staatsrat am 12. November 2019 dem Grossen Rat seinen [Bericht 2017-DEE-39](#) vorgelegt. In diesem Bericht legt der Staatsrat dar, dass er vorzugsweise bestehende Instrumente nutzen möchte, und schlägt vor, das HES-SO//

FRG und die Finanz- und Fondsreglemente der HES-SO//FR anzupassen, damit sie es der HES-SO//FR ermöglichen, ihre aF&E-Fonds zu speisen (Bericht, Kap. 4, S. 19).

Die vorliegende Gesetzesänderung setzt diesen Vorschlag um und enthält Massnahmen zur Finanzierung der Fonds für Forschung und Entwicklung der HES-SO//FR (aF&E-Fonds) durch den Staat Freiburg. Langfristig soll es diese Vorlage ermöglichen, von der Hebelwirkung der aF&E-Fonds zu profitieren, um mehr externe Mittel zu erhalten und so den Finanzierungsanteil zu steigern, der vom Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) als Drittmittel anerkannt wird, wodurch die HES-SO mehr Bundesbeiträge erhält.

1.2. Finanzieller Aufwand zugunsten der HES-SO//FR

In den vergangenen Jahren mussten die Kosten aufgrund der zunehmenden Studierendenbestände an der HES-SO//FR grösstenteils vom Staat getragen werden. Dies hatte zur Folge, dass der Staat Freiburg zur Deckung der Kostenüberschüsse deutlich mehr Mittel einsetzen musste. Aufgrund der starken Zunahme der Studierendenbestände, musste zudem das Personal für den Unterricht aufgestockt werden.

Der Staat Freiburg hat in den vergangenen Jahren ausserdem bedeutende Investitionen in die Infrastruktur der HES-SO//FR genehmigt, und zwar insbesondere den Bau des Gebäudes Mozaik für die Hochschule für Gesundheit Freiburg (HfG-FR) und die Hochschule für Soziale Arbeit Freiburg (HSA-FR) (Botschaft Nr. 243 vom 3. Mai 2011) sowie die Infrastrukturerneuerung der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg (HTA-FR). Der Staat hat zudem einen Kredit von 25 Millionen Franken für den Bau des Versuchsgebäudes Smart Living Building gutgeheissen, das für die Forschung der HES-SO//FR, der Universität und der Eidgenössischen Technischen Hochschule Lausanne (ETH Lausanne) bestimmt ist (Botschaft 2014-DEE-22).

1.3. Finanzierung der aF&E

1.3.1. Derzeitige gesetzliche Grundlage

- a) *Direkte Finanzierung*: Artikel 53 Abs. 3 Bst. b der interkantonalen Vereinbarung der HES-SO (SGF 432.11.1) erlaubt es den Kantonen bzw. Regionen grundsätzlich schon heute, die *Forschungstätigkeiten und anderen Aufgaben der Hochschulen im Zusammenhang mit der kantonalen Strategie direkt zu finanzieren*. Folglich kann jeder Kanton selber entscheiden, ob er *direkt* in die Forschung seiner Hochschulen investieren will oder nicht. Diese Bestimmung wurde aber nicht eins zu eins in die Gesetzgebung des Kantons Freiburg aufgenommen.
- b) *Indirekte Finanzierung*: Zusätzlich zu seinem Beitrag an den Forschungs- und Impulsfonds (FRI)¹, der Teil des Kantonsbeitrags an die HES-SO ist, finanziert der Staat die aF&E an der HES-SO//FR auch *indirekt* über die Deckung der Kostenüberschüsse, dies gestützt auf Artikel 61 Abs. 2 HES-SO//FRG sowie auf Artikel 53 Abs. 3 Bst. a der interkantonalen Vereinbarung.

1.3.2. Vorgeschlagenes System

- a) *Nutzung bestehender Instrumente*: Zur Unterstützung des aF&E-Auftrags der vier Hochschulen der HES-SO//FR will der Staatsrat vorzugsweise Instrumente nutzen, die in der kantonalen Gesetzgebung bereits vorgesehen sind, um die Finanzierung der aF&E-Fonds der HES-SO//FR durch den Staat Freiburg zu ermöglichen. Statt der Schaffung eines Fonds mit einem Dotationskapital von knapp 50 Millionen Franken wie im Postulat 2016-GC-77 verlangt, wurde deshalb die vorliegende Lösung gewählt. Auf diese Weise werden die Finanzierungsinstrumente zugunsten der HES-SO//FR besser eingesetzt und die Speisung der bestehenden Fonds wird erleichtert.

Mit dieser Lösung kann der Staatsrat im Rahmen des Jahresabschlusses des Staats Freiburg beschliessen, die aF&E-Fonds der Hochschulen und der Generaldirektion zu speisen, um aF&E-Projekte von kantonaler Bedeutung zu finanzieren. Bei einem positiven Rechnungsabschluss kann er also beschliessen, den bestehenden Fonds einen Teil des Überschusses zu übertragen. Diese Mittel sind zur Finanzierung von Projekten bestimmt, die für den Kanton von direktem wirtschaftlichem, industriellem, sozialem, gesundheitlichem und kulturellem Interesse sind.

- b) *Formalisierung einer Praxis*: Mit der vorgeschlagenen Gesetzesänderung soll eine Praxis gesetzlich verankert werden, die bereits angewendet wurde. Dank dieser Praxis, die beim Rechnungsabschluss 2019 zur Anwendung kam, haben die HES-SO//FR und die Universität Freiburg je einen Betrag von 8 Millionen Franken für ihre Fonds erhalten, das heisst insgesamt 16 Millionen Franken. Am 31. Dezember 2021 belief sich der Saldo der aF&E-Fonds der HES-SO//FR auf 9 513 132 Franken.

Diese Vorgehensweise erlaubt es, die Unterstützung der aF&E an den vier Hochschulen der HES-SO//FR langfristig zu gewährleisten, was dem Kanton und der Freiburger Wirtschaft zugutekommt. Ausserdem trägt dies zur Sichtbarkeit der HES-SO//FR bei und fördert namentlich (aber nicht nur) die Entwicklung von interdisziplinären Projekten, an denen mehrere der vier Freiburger Hochschulen beteiligt sind.

1.3.3. Äquivalenz der Systeme innerhalb des Kantons Freiburg

Mit der vorgeschlagenen Änderung wird die Speisung der HES-SO//FR-Fonds an die Finanzierungsmechanismen der Forschungsfonds der anderen Hochschulen angeglichen.

¹ Das Reglement des FRI (nur auf Französisch erhältlich) befinden sich auf der Webseite der HES-SO: www.hes-so.ch/de -> Fachhochschule Westschweiz -> Über uns -> Reglemente/Rechtstexte -> Anwendungsorientierte Forschung und Entwicklung (aF&E)

2. Änderungen an der Gesetzgebung

2.1. Allgemeines

Damit der Staat die bestehenden Fonds für die Finanzierung von aF&E-Projekten von kantonaler Bedeutung speisen kann, soll Artikel 56 HES-SO//FRG mit einer entsprechenden Bestimmung ergänzt werden.

Wird diese Ergänzung beschlossen, müssen die folgenden Reglemente geändert werden:

- > das Reglement vom 1. Mai 2015 über die Finanzverwaltung und die Rechnungslegungsstandards der Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (Finanzreglement), insbesondere Artikel 9 und 12;
- > das interne Reglement vom 1. Juli 2016 über die Fonds für anwendungsorientierte Forschung und Entwicklung der Hochschulen der Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (internes Fondsreglement)¹, insbesondere Artikel 1, 2, 3 und 4.

Im Anschluss an die Parlamentsarbeit werden diese Änderungen dem Staatsrat (Art. 59 Abs. 4 HES-SO//FRG) beziehungsweise der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion VWBD (Art. 57 Abs. 3 HES-SO//FRG) zur Genehmigung vorgelegt.

2.2. Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln

Artikel 56 Absatz 1 HES-SO//FRG wird geändert, um der Generaldirektion der HES-SO//FR ebenfalls die Möglichkeit zu geben, über einen aF&E-Fonds zu verfügen. So kann sie interdisziplinäre HES-SO//FR-Projekte finanzieren, an denen mehrere Hochschulen zusammenarbeiten.

Absatz 2 ermöglicht es neu, die aF&E-Fonds mit einem Teil der allfälligen Ertragsüberschüsse zu speisen, die aus allen Aktivitäten der Schulen in Ausführung ihrer Aufträge resultieren.

Der neue Absatz 2^a erlaubt es, die aF&E-Fonds mit einem Teil der Finanzierungsüberschüsse zu speisen, die beim Abschluss der Staatsrechnung festgestellt werden.

Der geänderte Absatz 3 erlaubt es, die Kosten von neuen strategischen Projekten im Bereich der Technik, der Bildung und der aF&E zu decken, wobei die kantonale Strategie und die HES-SO-Vereinbarung zu beachten sind.

Artikel 57 Abs. 1^a legt die Mitglieder des Verwaltungsausschusses des aF&E-Fonds der Generaldirektion der HES-SO//FR fest.

2.3. Reglemente

Die parlamentarische Kommission, die sich mit dem Entwurf befassen wird, wurde über die geplanten Änderungen am Finanzreglement und am internen Fondsreglement informiert.

3. Ergebnisse des eingeschränkten Vernehmlassungsverfahrens

Ein eingeschränktes internes Vernehmlassungsverfahren wurde vom 15. Dezember 2021 bis 31. Januar 2022 durchgeführt. In diesem Rahmen wurden die folgenden Direktionen und Dienststellen konsultiert: die Finanzdirektion (FIND) und die Finanzverwaltung (FINV), die ehemalige Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD; neu: Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten; BKAD), das Amt für Universitätsfragen (UFA), das Amt für Gesetzgebung (GeGa) und die Generaldirektion der HES-SO//FR. Diese hat ihren Repräsentativrat konsultiert.

Die Vernehmlassungsantworten betrafen hauptsächlich die Finanzierung und die Kontrolle im Hinblick auf die Vereinbarkeit mit dem Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG; SGF 610.1) sowie die Gleichbehandlung der Hochschulen.

4. Personelle und finanzielle Auswirkungen

4.1. Finanzielle Auswirkungen

Da die Fonds nur durch Finanzierungsüberschüsse beim Abschluss der Staatsrechnung oder allfällige Einnahmen aus den Tätigkeiten der Hochschulen in Ausführung ihrer Aufträge finanziert werden, hat der vorliegende Entwurf keine direkten Auswirkungen auf den vom Grossen Rat genehmigten Staatsvoranschlag.

Indem die Fonds der HES-SO//FR und ihrer vier Hochschulen vom Staat gespiesen werden, können sie ihre Mittel für aF&E-Projekte einsetzen, die zusätzlich von Dritten finanziert werden können. Diese Mittel werden vom SBFI als Drittmittel anerkannt, die dazu beitragen, dass die HES-SO mehr Bundesbeiträge für die Forschung und die Innovation erhält. In diesem Sinne können die vom Staat Freiburg in die Fonds eingezahlten Mittel als eine langfristige Investition betrachtet werden, die eine Aufwärtsspirale in Gang setzt.

4.2. Personelle Auswirkungen

Langfristig wird es die Vorlage ermöglichen, dem SBFI einen grösseren Anteil an der Arbeitszeit zu melden, den das Lehrpersonal für die aF&E einsetzt, und somit dem Ziel nach Artikel 55 HES-SO//FRG näher zu kommen.

¹ Diese Reglemente befinden sich auf der Website der HES-SO//FR unter www.hefr.ch/de -> Organisation -> Rechtsrahmen.

5. Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden

Der Gesetzesentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden.

6. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

Der Gesetzesentwurf hat keinen direkten Einfluss auf die nachhaltige Entwicklung, weshalb er nicht mit dem Kompass 21 beurteilt wurde.

7. Vereinbarkeit mit der Verfassung, dem Bundesrecht und dem Europarecht

Der Gesetzesentwurf ist mit der Kantonsverfassung und der Bundesverfassung sowie mit dem Bundesrecht und dem Europarecht vereinbar.

8. Gesetzes- und Finanzreferendum

Der Gesetzesentwurf untersteht dem Gesetzesreferendum. Er untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Loi modifiant la loi sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale//Fribourg (Fonds Ra&D)

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **432.12.1**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2020-DEE-2 du Conseil d'Etat du 23 août 2022;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

L'acte RSF 432.12.1 (Loi sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale//Fribourg (LHES-SO//FR), du 15.05.2014) est modifié comme il suit:

Art. 56 al. 1 (modifié), al. 2, al. 2a (nouveau), al. 3 (modifié)

¹ Les écoles et la direction générale de la HES-SO//FR peuvent chacune disposer d'un fonds de recherche et de développement (ci-après: le(s) fonds), dont le capital et les revenus sont affectés au financement des activités de Ra&D.

² Le cas échéant, les fonds sont alimentés par:

- a) (*modifié*) une partie des excédents de recettes éventuelles découlant de l'activité des écoles menée sur l'ensemble de leurs missions;

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (Fonds für aF&E)

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **432.12.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2021-DEE-2 des Staatsrats vom 23. August 2022;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 432.12.1 (Gesetz über die Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (HES-SO//FRG), vom 15.05.2014) wird wie folgt geändert:

Art. 56 Abs. 1 (geändert), Abs. 2, Abs. 2a (neu), Abs. 3 (geändert)

¹ Die Schulen und die Generaldirektion der HES-SO//FR können je über einen Fonds für Forschung und Entwicklung (der Fonds) verfügen, dessen Kapital und Erträge für die Finanzierung der aF&E bestimmt sind.

² Diese Fonds werden gespeist durch:

- a) (*geändert*) einen Teil der allfälligen Ertragsüberschüsse, die aus allen Aktivitäten der Schulen in Ausführung ihrer Aufträge resultieren;

^{2a} Le Conseil d'Etat peut affecter une partie de l'excédent de financement constaté dans les comptes de l'Etat aux fonds des écoles et/ou de la direction générale.

³ Les fonds servent à couvrir des frais liés aux activités au sens de l'alinéa 1 du présent article pour autant qu'elles s'inscrivent dans la stratégie cantonale au sens de l'article 53 al. 3 let. b de la Convention HES-SO.

Art. 57 al. 1a (nouveau)

^{1a} Le comité de gestion du fonds de la direction générale est composé du directeur ou de la directrice générale, des directeurs et/ou directrices des quatre écoles et du responsable financier ou de la responsable financière de la HES-SO//FR.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Elle entre en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 2022.

^{2a} Der Staatsrat kann einen Teil des Finanzierungsüberschusses, der bei Abschluss der Staatsrechnung resultiert, den Fonds der Hochschulen und/oder der Generaldirektion zuweisen.

³ Die Fonds dienen zur Deckung der Kosten für Aktivitäten gemäss Absatz 1, sofern diese der kantonalen Strategie im Sinne von Artikel 53 Abs. 3 Bst. b der HES-SO-Vereinbarung entsprechen.

Art. 57 Abs. 1a (neu)

^{1a} Dem Verwaltungsausschuss des Fonds der Generaldirektion gehören die Generaldirektorin oder der Generaldirektor, die Direktorinnen und Direktoren der vier Hochschulen und die Person, die für die Finanzen der HES-SO//FR verantwortlich ist, an.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Es wird rückwirkend auf den 1. Januar 2022 in Kraft gesetzt.